

POLITIQUE

«LIBERTÉ ET RESPONSABILITÉ» : UN NOUVEAU GOUVERNEMENT AUX PAYS-BAS

Depuis la mi-octobre 2010, les Pays-Bas ont un nouveau gouvernement. Le cabinet Rutte-Verhagen est une coalition minoritaire du parti libéral VVD et de la formation chrétienne-démocrate CDA. Il reçoit le soutien du PVV, parti anti-islam mené par le controversé Geert Wilders.

Le CDA, en particulier, était très partagé. Le soutien apporté au gouvernement par le PVV a failli faire voler en éclats le parti chrétien-démocrate. Deux députés chrétiens-démocrates ont émis des réserves de principe sur cette collaboration avec Geert Wilders, homme politique farouche-ment opposé à l'islam. Au congrès du parti, deux tiers des voix se sont finalement prononcées en faveur de la politique gouvernementale. Devant l'insistance de leur nouveau chef de file politique Maxime Verhagen, les députés critiques ont décidé en définitive de soutenir la coalition gouvernementale.

La devise du gouvernement est «Liberté et responsabilité». Le cabinet sort de l'ordinaire. Aux Pays-Bas, un gouvernement doit normalement s'appuyer sur une majorité parlementaire à la Deuxième chambre. Or la majorité repose cette fois sur le soutien du PVV. Wilders et ses partisans voient dans l'islam une idéologie politique, et non une religion comme le font le VVD et le CDA. Les chefs de file des trois formations ont indiqué leur désaccord sur ce point. En d'autres termes, Geert Wilders ne peut faire partie du gouvernement mais peut lui apporter son soutien.

Le nouveau gouvernement a l'intention de réaliser 18 milliards d'euros d'économies aux Pays-Bas dans les quatre ans à venir. Il y aura moins de fonctionnaires, de représentants politiques et de ministères. Les prestations sociales seront revues à la baisse et les personnes âgées devront mettre encore plus la main au portefeuille pour les dépenses de soins. Il faudra rogner un million sur la coopération au développement et la même somme sur l'Union européenne.

Le secteur culturel aussi devra dépenser plusieurs centaines de millions d'euros en moins. L'audiovisuel public devra amputer ses ressources d'un tiers et recevoir 400 millions d'euros au lieu de 600 millions par an.

De nombreuses mesures en matière d'immigration sont prévues aux Pays-Bas. Après un échec à un examen d'intégration civique, on devra quitter le pays. Le regroupement familial sera plus sévère. Le port de la burqa interdit. Malgré des accords différents au sein de l'Union européenne, les Turcs seront soumis à l'obligation d'intégration civique. Au total, indique le gouvernement dans son programme, le nombre d'immigrants doit être réduit de 50 %.

Selon Mark Rutte (° 1967), le nouveau Premier ministre néerlandais, toutes ces économies ne pourront que fortifier le pays. «Nous rendons les Pays-Bas aux citoyens qui travaillent dur. Chacun ressentira les effets des économies réalisées, même si nous avons maintenu au minimum les écarts de pouvoir d'achat», déclare Rutte. Le libéral ne veut pas se contenter d'assainir les finances publiques, mais souhaite aussi renforcer le pays lui-même. «Nous voulons que les Pays-Bas soient le pays dans lequel la parole donnée est tenue. Fixer des limites certes, mais aussi les faire respecter.» Cela implique une politique d'immigration claire. Sans une telle politique, estime Mark Rutte, les Pays-Bas risquent de «créer pour l'avenir une nouvelle sous-classe sociale». Le nouveau gouvernement de Rutte ne se bornera pas à faire des économies. Les soins aux personnes âgées bénéficieront de fonds nouveaux, trois mille postes d'agents de police seront créés, sans parler des cinq cents agents supplémentaires chargés de lutter spécialement contre la maltraitance des animaux.

Les projets du nouveau gouvernement n'ont pas suscité l'enthousiasme. Pour l'essentiel, les critiques se concentrent sur l'influence du PVV de Geert Wilders. Ce parti ne participe pas au gouvernement et se contente de ne pas en entraver l'action. Nombreux sont ceux, en effet, qui trouvent que la politique du nouveau cabinet reflète trop la politique de Wilders. Une politique islamophobe et xénophobe. Le président de l'association des travailleurs turcs estime que l'action prévue par

le nouveau gouvernement est facteur de divisions. Il craint que les communautés soient montées les unes contre les autres et que les tensions augmentent. «Dans notre pays, il y avait de la place pour tout le monde. C'est fini, maintenant», confie-t-il au quotidien *Algemeen Dagblad*.

De leur côté, les associations de seniors sont heureuses que des fonds supplémentaires leur soient alloués, mais craignent d'avoir surtout elles-mêmes à financer ces dépenses. Le personnel de la Défense est consterné par les restrictions budgétaires. Les organismes de radiodiffusion et de télévision publics se demandent si des stations de radio et des chaînes de télévision du secteur public ne disparaîtront pas à la suite des économies réalisées. La police elle-même est très méfiante à l'égard de ce programme. Certes, des postes d'agents seront créés, mais on ne sait pas trop d'où viendra l'argent pour les financer.

Les organisations écologistes ne veulent rien savoir des projets gouvernementaux. «Cette politique nous ramène en arrière. La politique de lutte contre le réchauffement climatique est purement ajournée», expliquent-elles. «En Grande-Bretagne et au Danemark, les gouvernements libéraux-conservateurs ont montré que la croissance économique pouvait aussi aller de pair avec une bonne politique écologique. Le cabinet de Rutte nous déçoit sur ce plan», ajoutent-elles. Seuls les automobilistes pressés semblent très satisfaits du nouveau gouvernement, car la limite de vitesse autorisée sur les autoroutes passe de 120 à 130 km/h.

JORIS VAN DE KERKHOF

(TR. J.-PH. RIBY)

Voir *Septentrion*, XXXIX, n° 3, 2010, pp. 85-86.